

L'impact de la politique budgétaire sur la croissance économique au Maroc : une analyse empirique du cas du Maroc

The Impact of Fiscal Policy on Economic Growth in Morocco: An Empirical
Analysis of the Moroccan Case

BENALI Mohammed

Docteur en Sciences Économiques

Laboratoire de Performance Économique et Logistique,

Faculté des Sciences Juridiques, Économiques et Sociales de Mohammedia,

Université Hassan II de Casablanca, Maroc

M.benali@uhp.ac.ma

Résumé

L'économie mondiale a connu de multiples crises ces dernières années, telles que les crises sanitaires, politiques, climatiques, géopolitiques, géoéconomiques et économiques. Avoir une économie résiliente est devenu une nécessité centrale pour faire face aux crises. Ce travail se focalise sur le rôle de la politique budgétaire dans la création d'une économie résiliente aux chocs et maintient une croissance durable. Cet article examine le cas du Maroc et s'appuie sur des aspects théoriques et empiriques afin de mesurer et évaluer l'habilité de l'économie marocaine et aux outils budgétaires à résister aux chocs et la capacité à absorber le choc tout en maintenant la croissance économique. La modélisation est appliquée sur les données du Maroc allant de 1990 à 2024. L'étude commence par une analyse statistique et une vérification des conditions de la stationnarité et de la cointégration. Le modèle qui a été sélectionné est MCO pour étudier les relations à long et à court terme de la croissance économique et l'ensemble des indicateurs budgétaires et de la dette publique. Cette étude a permis de statuer sur des relations positives entre la croissance économique et la politique budgétaire efficace. Ainsi, cette étude démontre que l'endettement affecte négativement la croissance économique à long terme, contrairement à une répartition optimale des dépenses publiques et une gestion intelligente des finances publiques qui permettront une amélioration de la croissance tout en renforçant la résilience économique. L'étude démontre que l'établissement et la création d'une politique budgétaire qualifiée d'intelligente, basée sur l'investissement public optimal, une bonne gouvernance budgétaire et un endettement maîtrisé au Maroc, représentent un levier pour soutenir une croissance participative, résiliente et durable.

Mots-clés : résilience économique, politique budgétaire intelligente, croissance économique, dette publique, modèle MCO, Maroc.

Abstract

The global economy has experienced multiple crises in recent years, such as health, political, climate, geopolitical, geo-economic, and economic crises. Having a resilient economy has become a central necessity to face crises. This work focuses on the role of fiscal policy in creating a shock-resistant economy and maintaining sustainable growth. This article examines the case of Morocco and relies on theoretical and empirical aspects to measure and

evaluate the ability of the Moroccan economy and budgetary tools to withstand shocks and the capacity to absorb the shock while maintaining economic growth. The modeling is applied to data from Morocco ranging from 1990 to 2024. The study begins with a statistical analysis and a verification of the conditions of stationarity and cointegration. The model that was selected is OLS to study the long-term and short-term relationships between economic growth and all budgetary and public debt indicators. This study has established positive relationships between economic growth and effective fiscal policy. Thus, this study demonstrates that debt negatively affects long-term economic growth, unlike an optimal distribution of public spending and intelligent management of public finances, which will allow for an improvement in growth while strengthening economic resilience. The study demonstrates that the establishment and creation of a budgetary policy deemed intelligent, based on optimal public investment, good budgetary governance, and controlled indebtedness in Morocco, represent a lever to support participatory, resilient, and sustainable growth.

Keywords: economic resilience, smart budget policy, economic growth, public debt, MCO model, Morocco.

1 -Introduction

La notion de politique budgétaire intelligente, a été initiée par le Fonds Monétaire International (FMI) vers les années 2017, à cette époque, Le FMI avance cette nouvelle vision de politique budgétaire comme étant une alternative aux politiques budgétaires classiques.

De là le FMI à fait reposer cette politique budgétaire intelligente sur cinq composantes qu'il considère comme étant des piliers de cette nouvelle vision de politique.

Ces piliers sont :

- Avoir une politique budgétaire anticyclique,
- Avoir une politique budgétaire qui favorise la croissance
- Avoir une politique budgétaire qui améliore l'inclusion sociale
- Avoir une politique budgétaire qui gère efficacement sa fiscalité
- Avoir une politique budgétaire qui garantit la prudence budgétaire.

Ainsi, à travers ce travail de modélisation nous tentons non pas de voir seulement l'impact de ces composantes de la politique budgétaire sur la croissance économique, mais de vérifier la caractéristique « intelligence » dans la politique budgétaire du Maroc.

Donc, nous allons mesurer dans quel degré la politique budgétaire du Maroc respect ces cinq principes de prudence développés par le FMI.

2- Revue de littérature

Les études de la littérature se sont intéressées de manière abondante à la relation entre la croissance économique et la politique budgétaire. Les débuts de ces travaux liés à la relation remontent aux travaux de Keynes (1936). Selon ce dernier, en période de ralentissement économique, l'État peut intervenir pour soutenir l'activité économique. Cette approche considère les dépenses publiques et les investissements comme des instruments offrant la possibilité de favoriser la croissance et de stimuler la demande globale.

De nombreux travaux s'intéressent à l'interaction entre la dette publique et la croissance économique et à son impact sur l'économie globale. (Reinhart & Rogoff, 2010) soutiennent l'hypothèse que l'accumulation de la dette publique peut avoir comme résultat le ralentissement de la croissance économique, cela réduit la capacité d'investissement étatique et augmente les charges liées à l'ancienne créance et à l'intérêt. De plus, selon (Checherita-Westphal & Rother, 2012), une analyse a été effectuée sur les pays européens. Cette étude soutient l'existence d'une relation significative entre la croissance économique et la dette publique. Ainsi, lorsque l'endettement dépasse un seuil, l'impact défavorable devient plus flagrant.

Dans le contexte des économies émergentes, plusieurs travaux mettent en évidence l'importance d'une politique budgétaire équilibrée conciliant croissance économique et soutenabilité des finances publiques. (Easterly & Rebelo, 1993), montrent que les investissements publics dans les infrastructures et le capital humain contribuent positivement à la croissance, tandis que les déficits budgétaires persistants peuvent fragiliser la stabilité macroéconomique. Plus récemment, (Berg et al., 2019) insistent sur la nécessité de renforcer

la résilience économique à travers des politiques budgétaires capables d'absorber les chocs économiques tout en préservant la viabilité de la dette publique.

Dans le cas du Maroc, plusieurs études menées par Bank Al-Maghrib, le Haut-Commissariat au Plan et différentes institutions internationales soulignent l'importance de l'investissement public comme moteur de croissance (MAAROUFI, s. d.). Toutefois, elles mettent également en évidence les défis liés à l'augmentation de l'endettement public et à la nécessité d'améliorer l'efficacité des dépenses publiques afin de garantir une croissance durable et inclusive (El Hadji Makhmoudou, 2025).

Ainsi, malgré l'abondance des travaux consacrés à la politique budgétaire et à la croissance économique, la question de la « politique budgétaire intelligente » demeure relativement peu explorée dans le contexte marocain. Cette étude cherche à combler cette lacune en proposant une analyse empirique de l'effet combiné de plusieurs dimensions budgétaires et socio-économiques sur la croissance économique, tout en intégrant la problématique de la résilience économique et de la soutenabilité de la dette publique (Dkhissi, 2019).

3- Explication des cinq principes d'une politique budgétaire prudente

Une politique budgétaire efficace doit répondre aux fluctuations du cycle économique en adoptant une posture anticyclique. En période de ralentissement, l'accroissement des dépenses publiques et la réduction de la pression fiscale peuvent stimuler la demande et soutenir l'activité économique.

La politique prudente doit être favorable à la croissance

L'efficacité des finances publiques repose sur leur capacité à favoriser une croissance durable. Cela implique un arbitrage stratégique dans l'allocation des ressources publiques, notamment par des investissements ciblés dans les infrastructures, l'éducation et la santé.

La politique prudente doit être inclusive

La redistribution économique et la cohésion sociale sont au cœur d'une politique budgétaire prudente. Ainsi, les dispositifs fiscaux et les dépenses sociales doivent être conçus pour atténuer les inégalités et garantir l'accès à des services essentiels.

La politique prudente doit être reposée sur des capacités fiscales solides

L'efficacité des interventions budgétaires dépend étroitement de la solidité des capacités fiscales d'un pays. Un système fiscal performant, assurant un niveau de recettes suffisant et stable, est nécessaire pour financer les dépenses publiques sans compromettre la viabilité budgétaire.

La politique prudente doit être capable de prendre en compte les risques macroéconomiques

Enfin, une gestion budgétaire avisée implique la prise en compte des risques macroéconomiques et financiers. Ainsi, une approche prudente, fondée sur une gestion proactive des risques budgétaires et une surveillance accrue des engagements financiers, est essentielle pour garantir la stabilité à moyen et long terme.

4- Spécification du modèle économétrique

Compte tenu de l'objectif de cette étude, qui vise à évaluer si la politique budgétaire marocaine peut être qualifiée d'« intelligente », nous analysons la validité des principes qui la sous-tendent tout en mesurant son efficacité en termes de croissance économique, l'un des objectifs fondamentaux des politiques budgétaires.

Dans cette optique, notre modèle économétrique postule que la croissance économique marocaine dépend de la mise en œuvre d'une politique budgétaire intelligente. Il est spécifié comme suit :

Croissance économique = f (politique budgétaire intelligente)

Choix des indicateurs de mesure des variables du modèle

Dans le cadre de notre modélisation économétrique, la variable dépendante, la croissance économique, est mesurée par le taux de croissance du PIB (tce).

L'approche adoptée pour évaluer la politique budgétaire prudente repose sur l'identification de variables exogènes correspondant aux cinq principes directeurs développés en haut.

En effet, l'orientation anticyclique de la politique budgétaire est évaluée à travers le déficit budgétaire en pourcentage du PIB (defb).

Cet indicateur permet de mesurer l'utilisation des finances publiques pour stabiliser l'économie : en période de ralentissement, un déficit plus élevé signale une politique expansionniste, tandis qu'en phase de croissance, une réduction du déficit traduit un effort de consolidation budgétaire.

Pour avoir une politique budgétaire qui stimule la croissance, cette dernière doit être stimulée par l'investissement public et l'emploi qui sont deux indicateurs qu'on va retenir comme suit :

L'investissement public en pourcentage du PIB (ivs), qui reflète l'effort de l'État pour développer les infrastructures et stimuler la productivité à long terme ;

Le taux de chômage (chm), qui sert de proxy pour mesurer l'impact de la politique budgétaire sur la création d'emplois et l'utilisation des ressources humaines.

La réduction des inégalités économiques et sociales est un objectif fondamental des politiques budgétaires prudentes.

L'indice de Gini (gini) est utilisé, dans cette étude pour quantifier les disparités de répartition de revenu.

Une baisse de cet indice reflète une politique budgétaire plus redistributive et efficace dans la lutte contre les inégalités.

La capacité d'un État à mobiliser ses ressources fiscales est essentielle pour assurer la soutenabilité des finances publiques. Cette dimension est appréhendée à travers les recettes fiscales en pourcentage du PIB (recf), un indicateur qui permet d'évaluer l'efficacité du système fiscal dans la collecte des revenus nécessaires au financement des dépenses publiques.

La gestion des finances publiques doit garantir la stabilité à moyen et long terme afin de limiter les risques macroéconomiques. La dette publique en pourcentage du PIB (dette) constitue un indicateur clé de la viabilité budgétaire.

Une dette élevée peut limiter la marge de manœuvre de l'État et accroître la vulnérabilité à des chocs économiques.

À partir de ces variables sélectionnées, notre modèle économétrique retenu est spécifié comme suit :

Croissance économique = f (politique budgétaire intelligente)

$$tce_t = a_0 + a_1 defb_t + a_2 inv_t + a_3 chm_t + a_4 gini_t + a_5 recf_t + a_6 dette_t + \varepsilon_t$$

Avec :

a_0 : la constante du modèle ;

$a_1 \dots a_6$: Coefficients des principes de la politique budgétaire prudente ;

ε_t : le terme d'erreur

L'étude se focalisera sur le cas du Maroc en utilisant des données annuelles couvrant la période de 1990 à 2024.

Les données proviennent de sources officielles, notamment le ministère des Finances, le Haut-Commissariat au Plan (HCP) et la Banque mondiale.

Le tableau ci-dessous récapitule les variables utilisées dans l'analyse, accompagnées de leurs sources :

Tableau 1 : sources des variables

Variable	Unité	Source
<i>Croissance économique</i>	% du PIB	Banque mondiale
<i>Déficit budgétaire</i>	% du PIB	Tableaux de bord des finances publiques (Ministère des Finances)
<i>Investissement public</i>	% du PIB	Tableaux de bord des finances publiques (Ministère des Finances)
<i>Taux de chômage</i>	%	Haut-Commissariat au Plan (HCP)
<i>Indice de GINI</i>	Coefficient de GINI	Haut-Commissariat au Plan (HCP)
<i>Recettes fiscales</i>	% du PIB	Tableaux de bord des finances publiques (Ministère des Finances)
<i>Dette publique</i>	% du PIB	Tableaux de bord des finances publiques (Ministère des Finances)

Méthodologie et choix du modèle économétrique convenable

Notre principal objectif est de vérifier si la politique budgétaire marocaine peut être qualifiée de prudente ou non, en évaluant la validité des principes qui la sous-tendent. Autrement dit, si un principe a un effet positif et significatif sur la croissance économique, cela permettra de qualifier la politique budgétaire marocaine comme étant conforme à ce principe et ainsi de suite.

Afin de répondre à cette problématique, nous rejetons les modélisations VCEM, VAR, SVAR et ARDL du cadre de notre analyse. Nous optons plutôt pour un modèle de régression linéaire multiple, basé sur des variables stationnaires.

Bien que nous rejetions ces modélisations, nous appliquons néanmoins le test de Dickey-Fuller, (Dickey & Fuller, 1979), pour vérifier la stationnarité de chaque variable étudiée.

5- Résultat et discussion

Description statistique des données

Le premier tableau fournit un résumé statistique des variables, tandis que le second affiche les coefficients de corrélation entre ces variables.

Tableau 2 : Résumé statistique des variables

	<i>TCE</i>	<i>RECF</i>	<i>INV</i>	<i>GINI</i>	<i>DETTE</i>	<i>DEFB</i>	<i>CHM</i>
<i>Mean</i>	3,5752	17,7275	4,9312	39,9114	74,4150	-3,7173	11,5071
<i>Median</i>	3,4411	17,3000	4,7758	39,9000	75,6000	-3,9000	11,5372
<i>Maximum</i>	12,3729	23,3000	8,4300	40,7000	87,7000	0,7000	14,0520
<i>Minimum</i>	-7,1782	14,9153	2,7431	38,5000	51,7000	-7,7000	8,9122
<i>Std. Dev.</i>	3,9184	1,8925	1,3660	0,7311	9,6996	1,9046	1,9198
<i>Skewness</i>	-0,4998	1,2393	0,6731	-0,6937	-0,7281	0,3229	0,0146
<i>Kurtosis</i>	4,1067	4,6470	3,0800	2,5503	2,7503	3,3210	1,3717
<i>Observations</i>	35	35	35	35	35	35	35

Source : nos calculs sur le logiciel

Le tableau 2 met en évidence, à travers l'écart-type (Std.Dev), que les variables les plus volatiles sont, par ordre d'importance, la dette publique en pourcentage du PIB (dette), le taux de croissance économique (tce) et le taux de chômage. De plus, il ressort qu'entre 1990 et 2024, le taux de croissance moyen de l'économie marocaine est de 3,57%, tandis que le déficit budgétaire moyen s'élève à -3,7% du PIB, et la dette publique moyenne atteint 74,41%.

Tableau 3 : Matrice des coefficients de corrélation

	<i>TCE</i>	<i>RECF</i>	<i>INV</i>	<i>GINI</i>	<i>DETTE</i>	<i>DEFB</i>	<i>CHM</i>
<i>TCE</i>	100,0	-3,9	-27,0	25,7	-28,2	7,0	-11,1
<i>RECF</i>	-3,9	100,0	48,6	10,7	-46,8	18,5	-46,6
<i>INV</i>	-27,0	48,6	100,0	-63,3	17,2	-36,7	-25,0
<i>GINI</i>	25,7	10,7	-63,3	100,0	-72,7	22,9	-35,3
<i>DETTE</i>	-28,2	-46,8	17,2	-72,7	100,0	-21,8	74,6
<i>DEFB</i>	7,0	18,5	-36,7	22,9	-21,8	100,0	11,4
<i>CHM</i>	-11,1	-46,6	-25,0	-35,3	74,6	11,4	100,0

Source : Réalisé par l'auteur

Lorsqu'on examine les coefficients de corrélation entre les variables explicatives, il n'y a pas de corrélations élevées à signaler, ce qui confirme l'absence de multi colinéarité. Les coefficients de corrélation les plus élevés sont observés entre les paires suivantes : la dette publique en pourcentage du PIB (dette) et le taux de chômage (chm) avec une corrélation de 74,6%, puis entre la dette publique en pourcentage du PIB (dette) et l'indice de Gini (GINI) (-72,7%).

Estimation du modèle économétrique

Le test de Dickey-Fuller appliqué à nos séries temporelles révèle que nos variables présentent une combinaison de séries d'ordre I(0) et I(1). Les variables croissance économique (tce) et déficit budgétaire en pourcentage du PIB (defb) sont stationnaires en niveau, tandis que les autres variables deviennent stationnaires après une première différenciation (intégrées d'ordre 1).

Après avoir vérifié l'ordre de stationnarité de chaque variable, nous procédons à l'estimation du modèle linéaire multiple, dont les résultats sont présentés dans le tableau 4 ci-dessous. Le modèle est formulé en fonction des variables stationnaires, chacune selon son ordre d'intégration, soit :

$$Tce = f (defb, d(inv), d(chm), d(gini), d(recf), d(dette))$$

Tableau 4 : modèle estimé

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
C	2,9134	1,2710	2,2922	0,0299
DEFB	-0,2380	0,3001	-0,7929	0,4348
D(INV)	-1,4738	0,9207	-1,6007	0,1211
D(CHM)	-1,2562	0,8828	-1,4230	0,1662
D(GINI)	-0,3299	2,0729	-0,1592	0,8747
D(RECF)	-0,2322	0,3932	-0,5907	0,5597
D(DETTE)	-0,4178	0,1543	-2,7074	0,0116
R-squared	0,6097	Mean dependent var		3,5800
Adjusted R-squared	0,5229	S,D, dependent var		3,9772
S.E. of regression	2,7471	Akaike info criterion		5,0402
Sum squared resid	203,7641	Schwarz criterion		5,3545
Log likelihood	-78,6842	Hannan-Quinn criter,		5,1474
F-statistic	7,0282	Durbin-Watson stat		2,7780
Prob(F-statistic)	0,0001			

Source : Réalisé par l'auteur

Validation du modèle

Avant l'interprétation du modèle estimé, il est indispensable de diagnostiquer la robustesse statistique du modèle en effectuant les tests appropriés afin de vérifier que ce dernier respecte les hypothèses de non-autocorrélation des erreurs, d'homoscédasticité et de normalité des erreurs.

Tableau 5 : Tests de robustesse statistique du modèle

<i>Hypothèses</i>	<i>Test</i>	<i>Statistique</i>	<i>Probabilité</i>
<i>Autocorrélation</i>	<i>Test de Breusch-Godfrey</i>	7,58	0,0555
<i>Hétéroscédasticité</i>	<i>Test de Breusch-Pagan-Godfrey</i>	0,033	0,9998
<i>Normalité</i>	<i>Test de Jarque-Bera</i>	2,849	0,287

Source : Réalisé par l'auteur

Les probabilités associées aux valeurs statistiques des trois tests de robustesse présentés dans le tableau sont toutes supérieures au seuil de 5%, ce qui conduit au rejet des hypothèses nulles. Cela confirme que notre modèle respecte les hypothèses de non-autocorrélation des erreurs, d'homoscédasticité et de normalité des erreurs. Par conséquent, le modèle est statistiquement valide et robuste.

Analyse et interprétation des résultats du modèle

Le modèle estimé, présenté dans le tableau 5, examine la relation entre les principes d'une politique budgétaire intelligente et la croissance économique dans le contexte marocain.

En termes globaux, le modèle est statistiquement significatif, comme en témoigne le test de Fisher, et explique 60,9% de la variabilité de la croissance économique, ce qui est confirmé par un coefficient de détermination R^2 ,

L'examen des résultats montre que seules deux variables, à savoir le terme constant et la dette publique en pourcentage du PIB (dette), sont statistiquement significatives au seuil de 5%.

En revanche, les autres variables explicatives ne présentent pas d'effet statistiquement significatif sur la variable dépendante, la croissance économique. Cela suggère que, dans le contexte marocain, les principes budgétaires appliqués n'ont pas d'impact direct et substantiel sur la croissance.

En réponse à la problématique centrale de cette étude, il apparaît que la politique budgétaire marocaine ne peut être qualifiée de politique budgétaire prudente, en effet, quatre des cinq principes fondamentaux, à savoir : (i) une politique budgétaire anticyclique, (ii) une politique budgétaire favorable à la croissance, (iii) une politique budgétaire inclusive, et (iv) une politique budgétaire reposant sur des capacités fiscales solides, ne sont pas vérifiés dans le contexte marocain.

En revanche, un seul principe, à savoir une politique budgétaire prudente, est confirmée par les résultats du modèle. La variable « dette publique en pourcentage du PIB » (dette) présente un coefficient de -0.4178, ce qui indique une relation inverse entre la dette publique et la croissance économique.

Plus précisément, une augmentation de 1% de la dette publique entraîne une diminution de 0,4178% de la croissance économique, ce qui témoigne de l'impact négatif de la dette sur la dynamique économique.

Au regard de ces résultats, il apparaît que la politique budgétaire marocaine est inefficace en matière de stimulation de la croissance économique. Elle se caractérise par une approche conventionnelle, où la collecte des recettes fiscales sert principalement à financer les besoins d'investissement public, les dépenses de fonctionnement, ainsi qu'à rembourser les intérêts de la dette, au lieu de favoriser un développement économique soutenu.

Bien que la politique budgétaire ne réponde pas pleinement aux critères d'une politique budgétaire prudente selon les principes analysés, il est essentiel de souligner que le principe de prudence budgétaire est vérifié, notamment grâce à l'effort de l'État en matière de soutenabilité de la dette.

Cependant, avec seulement un principe vérifié sur les cinq, la politique budgétaire marocaine est encore loin de répondre aux exigences d'une politique prudente.

Ce processus vers cette politique novatrice est ainsi limité à seulement 20% de son potentiel, et nécessite des réformes visant à réduire les inégalités, élargir l'assiette fiscale, réduire la pression fiscale, et surtout promouvoir l'emploi et l'employabilité, qui restent l'un des points faibles majeurs de l'économie marocaine avec un taux de chômage préoccupant de 13,3% (HCP).

Conclusion

Nos résultats démontrent que la politique budgétaire constitue un atout et un instrument majeur dans les stratégies visant à renforcer la résilience économique et à soutenir la croissance durable dans le Maroc. Le modèle de régression multiple a permis de mettre en évidence la relation significative entre la croissance économique et les indicateurs budgétaires.

Par ailleurs, le surendettement public ralentit la croissance économique et la freine lorsqu'il s'agit d'un endettement excessif. Cela peut être expliqué par l'impact qu'il impose sur le budget de l'investissement et les contraintes qu'il impose sur les finances publiques. Soutenir l'investissement et gérer le budget d'une manière optimale aide à développer une économie stable et résiliente.

Les résultats obtenus démontrent la nécessité de mettre en œuvre une politique budgétaire dite intelligente, qui repose sur plusieurs stratégies telles que la bonne gestion de la date, l'optimisation des dépenses publiques, et investir dans les secteurs à grande valeur ajoutée et une notable marge de croissance. Cela permettra de renforcer la résilience économique face aux chocs et de soutenir la croissance économique durable.

Cette étude représente une initialisation aux futurs travaux de recherche visant à étudier l'économie marocaine de manière plus avancée et donnant l'habileté d'analyser les effets de la politique budgétaire à court et à long terme sur la croissance économique.

Bibliographie

- Berg, C., Davidson, S., & Potts, J. (2019). *Understanding the blockchain economy : An introduction to institutional cryptoeconomics*. Edward Elgar Publishing. [https://books.google.com/books?hl=fr&lr=&id=Ok6rDwAAQBAJ&oi=fnd&pg=PP9&dq=Berg+et+al.+\(2019\)+economics&ots=hYPhj-Bq-f&sig=4PMANTc0Kdn09ShEWMxNUogUmKg](https://books.google.com/books?hl=fr&lr=&id=Ok6rDwAAQBAJ&oi=fnd&pg=PP9&dq=Berg+et+al.+(2019)+economics&ots=hYPhj-Bq-f&sig=4PMANTc0Kdn09ShEWMxNUogUmKg)
- Checherita-Westphal, C., & Rother, P. (2012). The impact of high government debt on economic growth and its channels : An empirical investigation for the euro area. *European economic review*, 56(7), 1392-1405.
- Dickey, D. A., & Fuller, W. A. (1979). Distribution of the Estimators for Autoregressive Time Series with a Unit Root. *Journal of the American Statistical Association*, 74(366a), 427-431. <https://doi.org/10.1080/01621459.1979.10482531>
- Dkhissi, A. (2019). Les effets de seuil de la politique budgétaire et croissance économique-Cas du Maroc. *Revue Marocaine d'Economie*, (1), 1-35.
- Easterly, W., & Rebelo, S. (1993). Fiscal policy and economic growth. *Journal of monetary economics*, 32(3), 417-458.
- El Hadji Makhmoudou, K. A. (2025). Politique budgétaire et croissance économique au Sénégal : L'approche VAR structurel. *Revue Française d'Economie et de Gestion*, 6(6). <https://revuefreg.fr/index.php/home/article/view/2161>
- Reinhart, C. M., & Rogoff, K. S. (2010). Growth in a Time of Debt. *American Economic Review*, 100(2), 573-578. <https://doi.org/10.1257/aer.100.2.573>